



Thierry Beudet,
président du CESE

Comment repousser les limites de notre démocratie ?

Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), auteur de « *Repoussons les frontières de la démocratie* », Thierry Beudet revient sur les conditions de modernisation de notre démocratie dans l'optique de la rendre plus proche des citoyens.

Union Sociale: Pourquoi avoir pris l'initiative de rédiger cet ouvrage sur l'état de notre démocratie ?

Thierry Beudet: Je suis parti d'un constat que nous sommes nombreux à partager: des records d'abstention battus à chaque élection, même à la Présidentielle, mais aussi une situation de défiance et une montée des violences à l'égard des élus. Nous sommes

également tous témoins d'une fragmentation politique et d'une polarisation des débats, avec une incapacité croissante à gérer nos désaccords autrement que par l'invective et l'exclusion. Notre démocratie ne fonctionne que par des pics électoraux, en dehors desquels la courbe reste plate. C'est aussi pourquoi j'ai souhaité faire de la question démocratique un axe fort de mon mandat à la présidence

du CESE, considérant que cette question est finalement la mère de toutes les autres.

Union Sociale: Vous décrivez, dans votre dernier ouvrage, une démocratie en crise. Quelle est la nature de celle-ci ?

Thierry Beudet: On peut distinguer trois crises en une : une crise de légitimité

mité, avec un fossé grandissant entre les Français et ceux qui sont censés les représenter; une crise d'efficacité, où nos concitoyens peuvent finir par se demander si la démocratie est le régime le mieux à même de résoudre les défis sociaux et environnementaux qui sont devant nous; enfin, une crise de croissance, car notre société va beaucoup plus vite que nos institutions, qui peinent à suivre les nouvelles attentes et exigences en matière de consultation et de participation. Ces trois crises n'ont rien de fatal, elles ont souvent traversé nos démocraties, mais il faut les regarder en face et une nouvelle fois innover.

Union Sociale: Quels sont les facteurs, anciens ou plus récents, qui peuvent expliquer l'état de fatigue de notre système démocratique ?

Thierry Beudet: S'en remettre à l'élection comme la seule source de toute légitimité est une erreur. L'élection ne suffit plus à faire le plein de carburant démocratique pour traverser le mandat. La temporalité politique n'est plus adaptée à la temporalité de la société.

Union Sociale: Vous soulignez que la démocratie est par nature un système fragile. N'est-il pas utile de régulièrement la réinterroger ?

Thierry Beudet: Contrairement à tous les autres régimes politiques, la démocratie est ce que les hommes en font. C'est sa plus grande force et sa plus grande faiblesse. Elle met chacun de nous devant ses responsabilités politiques au sens large, et ce n'est pas toujours confortable. Par la démocratie, les individus se sont émancipés, libérés des liens d'affiliation traditionnels jusqu'à, pour certains, s'affranchir de leurs devoirs de citoyens. C'est un paradoxe, et non des moindres, de la démocratie. La démocratie n'est pas qu'un ensemble institutionnel, elle est portée par des citoyens ou elle s'affaïsse.

Union Sociale: Quels sont les leviers qui vont contribuer à revitaliser notre système démocratique ?

Thierry Beudet: Au-delà du Meccano institutionnel, il nous faut retrouver un désir de démocratie. La question n'est pas de reprendre du pouvoir aux élus, ils sont là pour l'exercer et trancher. La question est de co-construire les politiques publiques avec les citoyens, de donner autant d'importance à la construction des décisions qu'aux décisions elles-mêmes.

Union Sociale: Au-delà des dispositifs nouveaux qui pourraient être proposés, notamment sur le plan constitutionnel, vous souhaitez promouvoir une société de l'engagement. Comment atteindre cet objectif ?

Thierry Beudet: Le paradoxe est que les urnes sont boudées, mais que l'engagement et la participation des citoyens restent forts, même s'ils paraissent intermittents et désordonnés. Nous tenons la démocratie pour acquise, mais nous ne la pratiquons ni ne la transmettons assez. Le risque, c'est la sclérose. La démocratie représentative est centrale mais n'est pas toute la démocratie et sans la démocratie participative, le citoyen est réduit à l'électeur. Il faut renforcer la participation dans tous les domaines de la société, culture, santé, transports, énergie, environnement, éducation... Démocratiser les institutions ne suffira pas à redonner une envie de démocratie.

Union Sociale: Vous appelez à une véritable démocratisation de la société. Comment celle-ci doit elle se décliner ?

Thierry Beudet: Il s'agit de repenser et redéfinir l'espace-temps démocratique, bien au-delà des assemblées élues. Comme une langue, la démocratie doit être parlée et pratiquée



« Contrairement à tous les autres régimes politiques, la démocratie est ce que les hommes en font. C'est sa plus grande force et sa plus grande faiblesse. »

chaque jour, en instaurant un dialogue social, environnemental, plus continu. Les pouvoirs publics doivent faire davantage confiance à la société, comprendre qu'elle est capable de s'organiser par elle-même. Bien des institutions ou des normes, je pense à la Sécurité sociale, ont d'abord été des initiatives de la société civile.

Union Sociale: Quelle place, dans ce cadre, de la société civile organisée et en particulier des associations ?

Thierry Beudet: Le philosophe Tocqueville, découvrant la démocratie américaine au début du 19^e siècle, s'étonnait du nombre et de la vitalité des associations. En effet, ce pays s'est construit par agrégations successives, à partir de la société civile et en opposition à un pouvoir central. Nous avons connu le processus inverse: la royauté, l'État sont premiers dans notre imaginaire. Les corps intermédiaires n'ont été que très progressivement et très tardivement acceptés et reconnus. ▷

Qui est-il ?

Thierry Beudet a été élu président du Conseil économique social et environnemental en mai 2021. Instituteur de formation, d'abord militant associatif, il a présidé ensuite la MGEN de 2009 à 2017. Président de la Fédération nationale de la mutualité française de 2016 à 2021, il a fondé et présidé le Groupe VYV de 2017 à 2021.



« *Nous tenons la démocratie pour acquise, mais nous ne la pratiquons ni ne la*

transmettons assez. Le risque, c'est la sclérose. »

▷ On a peu à peu compris que c'est aussi à ce niveau que se joue la démocratie, et non pas seulement sur les modes de scrutin. Hugues Capet a été élu en 1987 par les Grands du royaume, mais cela ne suffit pas à fonder une

démocratie. Paradoxalement, l'État a toujours eu un rôle à jouer dans la vitalité, le nombre et l'attractivité des organisations de la société civile, en les reconnaissant, en leur conférant des pouvoirs, en les finançant. Elles sont les capteurs, les relais indispensables et aussi les contre-pouvoirs, c'est pourquoi il faut bien plus les associer à la construction des politiques publiques, pour une meilleure acceptabilité et efficacité. L'existence du CESE, héritier depuis 1848 de multiples tentatives pour représenter cette société civile, montre qu'une démocratie adulte doit créer de multiples médiations entre le pouvoir et les citoyens, que le pouvoir

politique n'est fort que s'il est informé, renseigné, challengé, au plus près des besoins. Ces besoins, personne ne peut mieux les connaître que les citoyens engagés dans les organisations agissantes au sein de la société pour défendre des intérêts collectifs. Ils disposent d'une expertise d'usage, d'un savoir d'expérience irremplaçable. Les citoyens sont éduqués, informés, exigeants, il faut inventer de nouveaux formats, de nouvelles temporalités, comme les conventions citoyennes, pour recueillir cette appétence démocratique.

Propos recueillis
par Antoine Janbon

Plaidoyer pour une nouvelle démocratie

La démocratie va mal. C'est du moins le constat de Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental (CESE) et particulièrement bien placé pour en parler en tant que représentant majeur de la société civile organisée. Selon un récent ouvrage intitulé « *Repoussons les frontières de la démocratie* », il décrit un système démocratique craquant de toute part, au sein d'une société individualiste dans laquelle les citoyens, de plus en plus éduqués et en quête de droits individuels, refusent les contraintes collectives.

Dans ce contexte, les élections ne font plus recette, les taux d'abstention n'ont jamais été aussi élevés, mettant en péril la légitimité de nos représentants et la défiance est généralisée envers toute autorité. Preuve de cette crise de l'autorité, la remise en cause de plus en plus importante de la légitimité des forces de police, ou bien encore la cristallisation d'une grosse partie de la société française sur la personne du président de la République. Dans son

ouvrage, Thierry Beaudet ne se contente pas de décrire un phénomène connu qui ne cesse de s'aggraver. Selon lui, la participation citoyenne est encore balbutiante dans notre pays. Les Français ne se contentent plus de donner leur avis en mettant un simple bulletin dans les urnes, en attendant les prochaines élections pour se prononcer sur les différentes politiques menées. Ils sont en quête d'une contribution plus active et bien plus régulière, comme a pu le montrer le succès des conventions citoyennes sur le climat ou plus récemment sur la fin de vie.

Cette participation citoyenne serait, pour le président du CESE, un retour aux sources de la démocratie, par le tirage au sort, par des exercices de délibération collective et par la co-construction systématique des politiques publiques, tant à l'échelle nationale que locale. La France doit aujourd'hui relever de nombreux défis dans des domaines très divers. En effet, le choc démographique à venir, la crise écologique ou bien encore la question sociale, sont autant

de sujets qui ne pourront se régler d'en haut, d'un coup de baguette magique et qui impliquent de vrais choix de société. Partant de ce constat, il nous faut d'urgence apprendre à refaire démocratie, en mobilisant notamment la jeunesse au travers d'une culture de l'engagement, débattre ensemble des sujets de fond, plutôt que d'entretenir des clivages en vase clos. « Affaiblis et contestés, nos gouvernants ont augmenté le volume de la participation citoyenne, ils ne peuvent y rester sourds », écrit Thierry Beaudet. Un objectif qui fait écho à bien des combats du monde associatif qui, par bien des aspects, fait vivre au quotidien et dans la proximité, cette exigence de participation citoyenne.

Pour plus d'informations :

Repoussons les frontières de la démocratie, irriguer la société, entendre les citoyens, intégrer les individus, Thierry Beaudet, éditions de l'aube, 80 pages, février 2023.